

# Projet de relocalisation du Tribunal administratif de Montreuil et de la cour Nationale du droit d'asile à Montreuil (93)

## MISSION DE REALISATION D'UNE ŒUVRE ARTISTIQUE

### CAHIER DES CHARGES

Septembre 2025

## SOMMAIRE

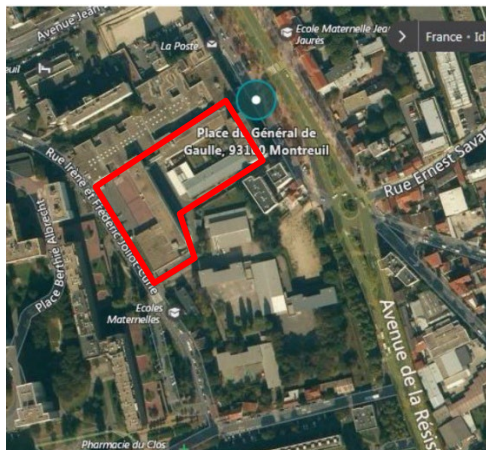
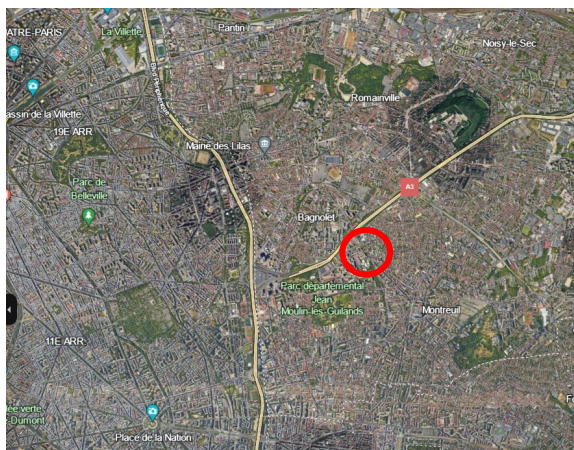
<b>1</b>	<b>: Présentation de l'opération</b>	<b>3</b>
1.1	Eléments de contexte	3
1.2	Le maître d'ouvrage	3
1.3	Le groupement du marché public global de performance	3
1.4	Les assistants à maîtrise d'ouvrage	3
1.5	Le projet	4
1.6	Les missions de la CNDA	5
1.7	Les missions du TA	6
<b>2</b>	<b>: Œuvre artistique</b>	<b>6</b>
2.1	COMITE ARTISTIQUE	6
2.2	MEMBRES DU COMITE ARTISTIQUE :	6
2.3	Calendrier prévisionnel	7
2.4	Montant du marché de l'œuvre artistique	7
2.5	Description de la commande	7
2.6	PROCEDURE	8

# 1 : PRESENTATION DE L'OPERATION

## 1.1 ELEMENTS DE CONTEXTE

L'APIJ mène, pour le compte du Conseil d'Etat, le projet de relocalisation de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) et du tribunal administratif (TA) sur le site ex-AFPA situé au 13 place du général de Gaulle à Montreuil.

Situation du projet :



## 1.2 LE MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est l'APIJ : Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – APIJ.  
67, avenue de Fontainebleau - 94270 le Kremlin-Bicêtre

## 1.3 LE GROUPEMENT DU MARCHÉ PUBLIC GLOBAL DE PERFORMANCE

Le marché public global de performance a été attribué au groupement en décembre 2022, celui-ci est constitué par :

- Eiffage équipements (mandataire),
- Snohetta studio Paris (Architectes),
- OTEIS (BET),
- AMOES (ENV)
- Eiffage services (Exploitation-maintenance)

## 1.4 LES ASSISTANTS A MAITRISE D'OUVRAGE

Le groupement d'assistants à maîtrise d'ouvrage de l'opération est le suivant :

- Embase (mandataire)
- Y ingénierie (BET)
- OASIIS (ENV)
- Quadrim (EM)
- G-sir (Restauration)

- Sigmalynx (BIM)

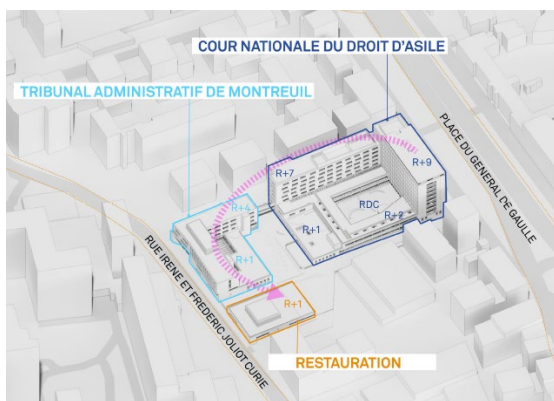
## 1.5 LE PROJET

Le projet prévoit 34 salles d'audience et 732 postes de travail pour la CNDA ; 5 salles d'audience et 200 postes de travail pour le Tribunal administratif ainsi que les espaces mutualisés nécessaires au fonctionnement des juridictions : un espace de restauration pour le personnel des deux juridictions, une salle polyvalente et une salle de conférence/formation.

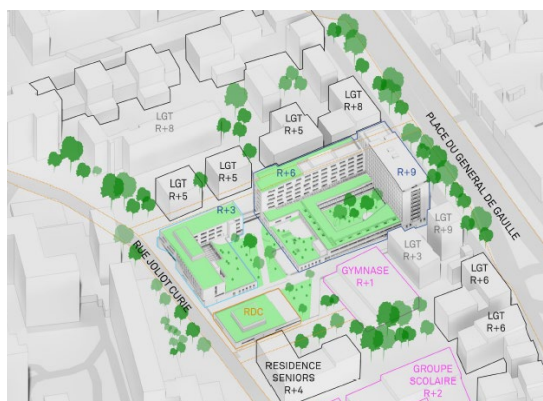
Le projet comprend la réhabilitation d'un bâtiment existant en R+9 sur la place du Général de Gaulle (espaces tertiaires CNDA) et la construction neuve sur le reste du site (CNDA, TA et restaurant)



Vue aérienne du projet



Une volumétrie graduée



Un cœur végétal

Le projet est détaillé dans la notice de présentation générale du site (Annexe 2) et dans la notice architecturale du projet (Annexe 3).

## 1.6 LES MISSIONS DE LA CNDA

La CNDA est une juridiction administrative spécialisée, à compétence nationale, seule habilitée à statuer, en premier et dernier ressort, sur les recours formés par des demandeurs d'asile contre les décisions refusant ou retirant une protection. Sa mission est de protéger les personnes persécutées ou exposées à des risques graves.

Dans le monde, des personnes peuvent être gravement menacées dans leur pays en raison de leur engagement politique, de leur genre, de leur religion, de leur orientation sexuelle ou à cause d'un conflit armé. Elles peuvent demander l'asile en France. Si l'administration française le leur refuse, elles peuvent saisir la Cour nationale du droit d'asile.

Chaque personne ayant vu sa demande d'asile refusée par l'administration – l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) – peut saisir la Cour nationale du droit d'asile.

La CNDA est la juridiction qui vérifie si ce refus respecte les textes applicables, en particulier la Convention de Genève du 28 juillet 1951, et si la personne présente un risque avéré en cas de retour dans son pays.

Pour juger, la CNDA tient notamment compte du récit du demandeur d'asile et de la situation dans son pays (guerre, lois discriminatoires, non-respect des droits humains, situation des minorités...).

Par les décisions de justice qu'elle rend, la Cour peut confirmer la décision de l'OFPRA ou annuler cette décision en octroyant au demandeur :

- **le statut de réfugié**, en cas de risque de persécutions dans son pays d'origine en raison de ses opinions politiques, de sa religion, de son appartenance ethnique ou encore de son appartenance à un certain groupe social (carte de résident de 10 ans)
- **une protection dite « subsidiaire »**, si le demandeur ne remplit pas les conditions pour prétendre au statut de réfugié, mais présente des risques d'être soumis à la peine de mort ou à une exécution, à la torture ou à des peines ou traitements inhumains ou dégradants, ou encore, s'il s'agit d'un civil, à une menace grave contre sa vie en raison d'un conflit armé interne (carte de séjour d'une durée maximale de 4 ans)

*Chiffres clés, pour l'année 2024 :*

- 56 497 recours enregistrés
- 61 593 affaires jugées
- 5 590 audiences tenues, dont 352 vidéo-audiences
- 13 106 décisions de protection (soit 21.3% de taux de protection)
- 26 magistrats permanents, 649 agents, 498 juges vacataires de l'asile, 600 interprètes et 132 langues parlées.

*Personnes présentes à la CNDA :*

- *Les utilisateurs : Magistrats, juges vacataires, greffiers, personnels administratifs.*
- *Les requérants, qui se déplacent depuis toute la France.*
- *Les interprètes : traduisent les propos des requérants lors de l'audience. Ils ne rencontrent jamais le requérant ou l'avocat avant l'audience.*
- *Les avocats : défendent les droits du requérant lors de l'audience – rencontre possible en amont de l'audience.*
- *Public : les audiences sont ouvertes à tous. Les familles ou amis des requérants peuvent être présents, et ne parlent pas forcément français.*



## 1.7 LES MISSIONS DU TA

Le tribunal administratif a pour mission de trancher les conflits entre les citoyens et l'administration (collectivités territoriales, établissements publics, Gouvernement...). Il vérifie que l'administration respecte le droit et notamment les libertés fondamentales des citoyens.

En parallèle de la justice judiciaire qui tranche les conflits entre personnes privées (notamment les crimes et délits), la justice administrative juge les litiges qui implique des décisions de l'administration.

Permis de construire, impôts, refus d'aides sociales, restriction de libertés publiques... les décisions de l'administration peuvent être contestées devant la justice administrative.

*Chiffres clés : Le tribunal a atteint en 2024 un pic de 17 827 recours soit une hausse de plus de 20 % par rapport à l'année 2023. La mobilisation des magistrates et magistrats et du greffe a permis une augmentation similaire du nombre de jugements, et même une baisse des affaires de plus de deux ans qui représentent désormais moins de 7 % des dossiers anciens.*

*Plus de la moitié de ces recours relèvent du contentieux du droit des étrangers, reflétant les difficultés des services préfectoraux à traiter les nombreuses demandes de titres de séjour, propres à la Seine-Saint-Denis et entraînant, en parallèle, une augmentation des recours en référé. Le contentieux social, principalement lié aux difficultés de logement dans le département, représente 20 % des affaires enregistrées.*

Il est précisé que les flux requérants/avocats/interprètes/public ne sont en contact avec le personnel des juridictions uniquement dans les salles d'audience. Il existe donc une séparation des flux très forte dans les deux bâtiments.

*Personnes présentes au TA :*

- *Les utilisateurs : Magistrats, greffiers, personnels administratifs.*
- *Les requérants : ne sont pas forcément présents et peuvent être représentés par leurs avocats.*
- *Les avocats : défendent les droits du requérant lors de l'audience.*
- *Public : les audiences sont ouvertes à tous. Il y a peu de public en général sauf si une audience est médiatisée.*

## 2 : ŒUVRE ARTISTIQUE

---

### 2.1 COMITE ARTISTIQUE

Le comité est formé par le maître d'ouvrage et la DRAC. Il se réunit 3 fois aux étapes clés de la consultation : élaboration du cahier des charges, sélection des candidatures, sélection de l'offre.

### 2.2 MEMBRES DU COMITE ARTISTIQUE :

- Madame Cécile Nissen, secrétaire générale adjointe du Conseil d'Etat ou son représentant, qui en assure la présidence,
- Madame Emmanuelle Valersteinas, directrice agence Snohetta - architecte du projet,
- Monsieur Edward de Lumley, directeur des affaires culturelles IDF ou son représentant,
- Madame Carolina Garcia-Pelayo, directrice opérationnelle APIJ,

- Monsieur Pierre Champenois, architecte, personnalité du monde de l'art choisi par le maître d'ouvrage,
- Madame Pauline Gacon, directrice de la Maison Populaire à Montreuil, personnalité du monde de l'art nommée par la DRAC,
- Madame Anaïs Leroy pour la personnalité qualifiée représentante du syndicat national des artistes plasticiens,
- Madame Alexie Lorca, Elu de la commune de Montreuil (voix consultative),

Ce comité artistique, après avoir défini le programme de la commande, a pour rôle de proposer une sélection d'artistes et de créateurs appelés à remettre une offre puis de proposer le choix d'une offre finale.

### 2.3 CALENDRIER PREVISIONNEL

Le calendrier prévisionnel de la procédure de l'œuvre artistique est le suivant, il est établi sous réserve de l'avancement des travaux du comité artistique :

- 1er comité « définition du programme, de la consultation et de la publication » : septembre 2025
- 2nd comité « choix des candidats admis à remettre une offre » : décembre 2025
- 3<sup>ème</sup> comité « audition de chaque offre et choix du lauréat » : mars/avril 2026
- Attribution : avril 2026
- Livraison de l'œuvre : T3 2026

Pour information, la fin des travaux du bâtiment est prévue en juillet 2026 et l'ouverture des juridictions début septembre 2026.

### 2.4 MONTANT DU MARCHE DE L'ŒUVRE ARTISTIQUE

Le montant dévolu à l'artiste / au créateur n'excédera pas 139 000,00 € HT intégrant honoraires de l'artiste / le créateur, coûts de réalisation et installation de l'œuvre.

### 2.5 DESCRIPTION DE LA COMMANDE

Une œuvre située sur une ou plusieurs implantations sur le site du projet.

L'œuvre devra faire le lien entre les différents bâtiments. Elle sera accessible à tous et doit parler à tous : requérants, public, utilisateurs. Elle devra faire le lien entre les missions de la CNDA et du TA, entre les 2 bâtiments et pourquoi pas être visible depuis l'espace public, et devra être accessible/visible par le plus grand nombre.

Œuvre(s) en 2D ou 3D, œuvre(s) en extérieur et/ou intérieur acceptée(s).

Une attention particulière devra être portée à l'intégration de l'œuvre dans le paysage et/ou le bâtiment.

Le comité artistique ne souhaite pas imposer de lieu d'intervention en particulier.

L'œuvre d'art quelle que soit sa forme doit symboliser le service public, le rôle des différentes instances et tenir compte des publics rencontrés.

L'intervention artistique sera une installation pérenne.

L'entretien de l'œuvre devra être réduit au minimum, afin de ne pas ajouter de surcoût d'exploitation ou de maintenance une fois mise en place.

Une attention particulière sera portée sur les matériaux utilisés.

L'utilisation de matériaux de réemplois et biosourcés seront appréciés, ainsi que la sobriété énergétique.

**Mots clés représentant la CNDA et le TA : ouverture, transparence, solennité, hospitalité, accueil, écoute, multiculturel, cosmopolite, tolérance, solidarité**

## 2.6 PROCEDURE

La présente consultation comporte :

-1- une phase de remise des candidatures : le comité artistique devra sélectionner, sur la base des critères de sélection des candidats, 4 artistes ou équipes d'artistes qui sont admis à présenter une offre.

-2- Une phase de remise des du projet œuvre : à réception du courrier les mandant pour réaliser une étude, les artistes pourront solliciter les membres du comité artistique pour toute information utile à l'élaboration du projet.

Documents demandés pour la sélection des candidatures :

- Une note d'intention et de compréhension du projet de l'opération, des missions des juridictions et des attendus pour ce projet, concise (maximum 2 pages A4) qui témoigne de l'intérêt du candidat pour le projet, en lien avec sa ou ses recherches artistiques.
- Un CV détaillé du candidat présentant son parcours artistique et un portfolio.

En complément du portfolio : 5 références artistiques ciblées et détaillées que l'artiste veut mettre en avant pour démontrer également sa compréhension du sujet (les œuvres mises en avant étant censées nous montrer une sélection qui selon lui se rapproche de notre demande), visuels et/ou projets réalisés, sur la base de slides prédéfinies comportant des encarts pour les informations à fournir qui seront présentés lors du comité de sélection des candidatures. En cas de groupement, les candidats devront fournir 5 références artistiques ciblées et détaillées au maximum (au moins une référence par membre du groupement).

Pour chaque référence, le candidat précisera :

- objet de l'opération,
  - étendue des prestations : missions qui lui ont été confiées,
  - donneur d'ordres/client,
  - montant de la mission (en € HT),
  - caractéristiques particulières de l'opération (projet en site occupé, importance de la surface, monuments historiques)
- Une présentation des moyens humains et matériels du candidat, par le biais de la DC2 ou d'un document équivalent.

Documents demandés pour la sélection des offres :

- Une étude artistique comprenant :



- Une note exposant les intentions et les idées de l'artiste et la philosophie générale de l'œuvre proposée.
  - Une description de l'œuvre précise sous toute forme souhaitée (dessin, simulation numérique etc.)
  - Une description de l'œuvre intégrant le futur bâtiment et son environnement.
  - Photo et ébauches des abords du bâtiment afin de visualiser l'insertion de l'œuvre dans l'espace public
  - Tout document permettant d'appréhender la proposition artistique.
- Un dossier technique comprenant :
- Le calendrier prévisionnel de l'œuvre
  - Un descriptif détaillé des matériaux utilisés et des dimensions envisagées
  - La méthode de fabrication et d'installation précisant les éventuelles contraintes (nécessité d'installations en amont par le maître d'ouvrage -socles par exemple-, accès à un étage, etc)
  - Une notice de l'œuvre détaillant la nature et la fréquence des interventions nécessaires à son bon fonctionnement et à sa bonne conservation préventive.
  - Le cas échéant, une note exposant des contraintes éventuelles (environnementales, sécuritaires...)
- Un dossier financier comprenant :
- Une estimation financière de la réalisation et installation de l'œuvre : une décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) détaillée du coût de l'œuvre réalisée par le candidat, toutes dépenses confondues, ou sous forme de devis.

Fin de document